
Audit – Bureau de Lorient
Centre des Affaires du Prê aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin

56100 Lorient

T : +33 (0)2 97 64 04 84

www.bakertilly.fr

MISSION LOCALE CENTRE BRETAGNE

Association Loi 1901
Siège social : 13 bis rue Saint Jory
56300 PONTIVY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



MISSION LOCALE CENTRE BRETAGNE

Association Loi 1901
Siège social : 13 bis rue Saint Jory
56300 PONTIVY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres de l'association Mission Locale Centre Bretagne

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale Centre Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement comptable des subventions FSE 2022 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

L'annexe des comptes annuels expose les règles et principes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application, notamment en ce qui concerne les fonds dédiés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LORIENT le 15 avril 2024
Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Stéphane PIQUEE

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

BILAN ACTIF

	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET au 31.12.2023	NET au 31.12.2022
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	15 341	14 740	601	61
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	23 457	23 291	167	222
Instal.tech.mat.et out. indust.		-	-	-
Autres immobilisations corporelles	252 304	222 625	29 679	30 912
Immobilisations en cours	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Autres immobilisations financières	1 892		1 892	2 092
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	293 009	260 656	32 354	33 302
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
CREANCES				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs				
Personnel				
Autres créances (subventions à recevoir)	387 314		387 314	250 171
DIVERS				
Avances et acomptes versés sur commandes			-	
Valeurs mobilières de placement	236 908		236 908	86 227
Disponibilités	751 008		751 008	839 023
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 375 230		1 375 230	1 175 421
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 077		1 077	565
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	1 077		1 077	565
TOTAL ACTIF	1 669 316	260 656	1 408 661	1 209 288

BILAN PASSIF

	NET AU 31.12.2023	NET AU 31.12.2022
CAPITAUX PROPRES		
RESERVES REGLEMENTEES		
Réserves statutaires et autres réserves	26 821	26 821
Fonds Associatifs et autres réserves	312 401	312 401
Report à nouveau	161 930	128 379
Résultat de l'exercice	122 993	33 551
Subventions d'investissement		
Fonds de roulement		
Provisions règlementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	624 145	501 152
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	25 025	25 025
Provisions pour charges	5 103	4 316
Provisions pour FSE	40 000	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	70 128	29 341
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés aux activités spécifiques	12 637	26 969
TOTAL FONDS DEDIES	12 637	26 969
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		21 411
Avances et acomptes reçus	10 680	10 680
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 155	56 517
Dettes fiscales et sociales	186 680	172 954
Autres dettes	153 719	37 825
TOTAL DETTES	453 234	299 387
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	248 517	352 438
TOTAL PASSIF	1 408 660	1 209 288

PRODUITS	Réalisé 2023	%	Réalisé 2022	%	VARIATION
SUBVENTIONS STRUCTURELLES					
Subventions d'Etat					
subvention DIRECCTE/ PART HORS CEJ	459 465		458 753		712
subvention DIRECCTE/ CEJ	537 366		277 029		260 337
subvention Obligation formation 16/18 ans	39 660		44 183		-4 523
Total	1 036 491		779 965		256 526
Subventions des collectivités territoriales					
Conseil Régional BRETAGNE	123 525		123 525		0
Conseil Départemental 22	48 298		48 298		0
Conseil Départemental 56	36 457		35 163		1 294
établissements publics de coopération Intercommunale	145 429		145 097		332
Total	353 709		352 083		1 626
Fonds européens (liés à l'activité principale)			-		
Total	-		+		
Total subventions structurelles	1 390 200	69,5	1 132 048	68	258 152
ACTIVITES SPECIFIQUES					
Subventions d'Etat					
GARANTIE JEUNE					
PIC - Repérage des publics invisibles	105 273		61 280		43 993
PARRAINAGE	4 575		2 745		1 830
Total	109 848		64 025		45 823
Etablissements publics					
PÔLE EMPLOI	89 572		90 056		-485
AAQ REGION	8 500		5 750		2 750
ARS SANTE			7 506		-7 506
Total	98 072		103 312		-5 240
Fonds européens (FSE)	101 953				101 953
Total	101 953		-		101 953
Conseil Départemental animation du FAJ	9 860		7 072		2 788
accompagnement micro-crédit			-		
START' APP	656		2 330		-1 674
Subvention fonds inclusion					
subvention simulateurs	10 258		10 258		
ARML/conduite supervisée					
ARML/REMISE EN JEU	9 046		4 545		4 501
FONDATION DE France			2 830		-2 830
PREPA APP UIMM					
TAXE APPRENTISSAGE	10 094		7 054		3 040
DIVERS SPECIFIQUES	39 914		34 090		5 824
Total activités spécifiques	349 787	17,5	201 427	12,1	148 360
FONDS GERES POUR COMPTE D'AUTRUI					
FAJ, chèques déjeuner, aide à la mobilité ...	77 315		86 665		-9 350
Total fonds gérés pour le compte d'autrui	77 315	3,9	86 665	5	-9 350
Report des ressources non utilisées	20 012	1,0	184 352	11	-164 340
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 837 315		1 604 492		232 823
Transfert de charges	18 603	0,9	29 928	2	-11 326
Autres produits de gestion courante	27 236	1,4	25 827	2	1 409
Produits Financiers	7 611	0,4	2 376	0,1	5 235
Produits Exceptionnels	108 884	5,4	1 845	0	107 039
Reprise sur amortissements et provisions					
TOTAL PRODUITS	1 999 649		1 664 469		335 179
TOTAL PRODUITS	1 999 649		1 664 469		335 179
DEFICIT					
TOTAL COMPTE RESULTAT	1 999 649		1 664 469		335 179
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Apport en personnel mis à disposition à titre gratuit					
Etablissements publics nationaux (PÔLE EMPLOI, ...)	0		0		
Apports de biens et services					
Etablissements publics de coopération Intercommunale	0		0		
TOTAL	0		0		

CHARGES	Réalisé 2023	%	Réalisé 2022	%	VARIATION
Achats	43 952	2,20	28 146	1,69	15 806
Energie (électricité, combustibles, fuel...)	23 582		14 777		8 805
Fournitures administratives	9 601		7 461		2 140
Autres achats	10 769		5 908		4 861
Services extérieurs	168 184	8,41	136 124	8,18	32 060
Crédit bail	43 735		16 212		
Location immobilières	48 147		45 170		2 977
Charges locatives	4 641		3 736		906
Location mobilière	7 894		6 554		1 341
Entretien locaux	1 275		3 715	-	2 440
Maintenance-réparation matériel	21 677		19 839		1 838
Entretien véhicule	3 664		3 442		222
Assurances	7 118		7 027		90
Documentation, frais de formations, divers	30 033		30 430	-	397
Autres services extérieurs	281 937	14,10	237 773	14,29	44 164
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	38 801		51 562	-	12 761
Déplacements	8 679		5 165		3 514
Missions et réceptions	1 181		2 128	-	947
Frais postaux et Télécommunication/Internet	23 292		21 505		1 787
Services bancaires	1 333		894		439
Autres postes de charges de fonctionnement	120 025		68 581		51 443
Publicité	2 111		1 273		838
Autres dépenses jeunes	86 515		86 665	-	150
Impôts et taxes	81 645	4,08	65 585	3,94	16 060
Taxe sur salaires	56 361		44 633		11 728
IS	1 540				
Participation formation professionnelle continue	23 251		20 480		2 771
Autres impôts et taxes	493		472		21
Charges de personnel	1 214 922	60,76	1 131 777	68,00	83 145
Rémunération du personnel	897 508		798 110		99 398
Variation de la provision pour congés payés	- 1 061		11 713	-	12 774
Médecine du travail	3 448		3 768	-	321
Charges patronales	257 553		237 286		20 267
Autres charges (tickets restaurants, indemnités IFC...)	57 475		80 901	-	23 426
Autres charges du personnels			-		-
Engagements à réaliser sur ressources	5 680	0,28	1 519	0,09	4 161
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 796 320		1 600 924		195 396
Charges diverses de gestion	20 787	1,04	10 730	0,64	10 057
Charges financières	5	0,00		0,00	5
Charges exceptionnelles	41 004	2,05	498	0,03	40 506
Dotations de l'exercice	18 540	0,93	18 767	1,13	- 226
TOTAL CHARGES	1 876 655		1 630 918		245 737
TOTAL CHARGES	1 876 655		1 630 918		245 737
EXCEDENT	122 993		33 551		-
TOTAL COMPTE RESULTAT	1 999 649		1 664 469		335 179

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Apport en personnel mis à disposition à titre gratuit

Etablissements publics nationaux (PÔLE EMPLOI,)

2550

2550

0

Apports de biens et services

Etablissements publics de coopération intercommunale

0

0

0

TOTAL

2550

2550

0

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Objet

Cette association a pour but de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 26 ans du bassin d'emploi de LOUDEAC – PONTIVY. Son siège social est situé à PONTIVY, 13 bis rue Saint Jory.

Moyens d'actions

- l'accueil et l'orientation approfondie des jeunes avec deux lieux d'accueil permanents, l'un à LOUDEAC, l'autre à PONTIVY.
- la contribution à la mise en place des dispositifs de qualification sociale et professionnelle adaptés aux besoins des jeunes et aux perspectives de développement économique local et régional.
- le soutien et l'encouragement aux actions d'insertion sociale des jeunes et notamment dans les domaines de la santé, du logement, des loisirs et des pratiques culturelles.
- la recherche de réponses inédites aux problèmes de formation et d'emploi qui se posent aux jeunes du bassin d'emploi de LOUDEAC - PONTIVY

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice. Ce nouveau plan comptable n'a pas eu d'impact sur les Fonds Propres de l'association.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques de l'exercice

La décision d'attribution des subventions FSE 2022 et 2023 est intervenue sur l'exercice. En application de la réglementation comptable, aucun produit afférent à 2022 n'avait été comptabilisé sur l'exercice précédent.

Ainsi, le produit de subvention FSE relatif à 2022 a été comptabilisé sur l'exercice en produit exceptionnel à hauteur de 105 976€.

Comparabilité des comptes

La première application du règlement 2018-06 et son impact de présentation des utilisations et reports en fonds dédiés a eu pour effet de modifier le bilan d'ouverture et notamment le résultat d'exploitation de la mission locale.

Informations générales complémentaires

01) Immobilisations :

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire et dégressif et selon les durées suivantes :

- Immobilisations incorporelles : 3 ans
- Installations - Agencement : 3 à 10 ans
- Installations techniques : 3 ans
- Matériels de transport : 1 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 1 à 10 ans

02) Indemnités de fin de carrière :

Selon les dispositions de la convention collective des missions locales et PAIO signée le 21 février 2011, le montant de l'engagement de l'indemnité de retraite s'élève à 851 957.31 euros.

Le solde non provisionné et non couvert est de 670 048.91 euros au 31 décembre 2023 après prise en compte des versements effectués auprès de l'UFF 39 pour 181 908.40 euros et AXA pour 30 000 euros.

03) Subvention :

Contrat emploi Jeune (CEJ)

Un Produit constaté d'avance a été comptabilisé sur cette dernière afin de couvrir le temps d'accompagnement des jeunes entrés dans le dispositif en 2023 et qui en sortiront en 2024 pour un montant de 246 255€. Ce dernier a été déterminé en faisant le produit du temps d'accompagnement à effectuer sur 2023 pour ces jeunes et du coût horaires d'accompagnement moyen par un conseiller.

Autres

Tableau de suivi des Fonds dédiés

RESSOURCES	MONTANT INITIAL	FONDS A ENGAGER AU DEBUT DE L'EXERCICE (CPTÉ 194) <i>a</i>	UTILISATION EN COURS D'EXERCICE (CPTÉ 789) <i>b</i>	ENGAGEMENT A REALISER SUR NOUVELLES RESSOURCES AFFECTEES (CPTÉ 689) <i>c</i>	FONDS RESTANT A ENGAGER EN FIN D'EXERCICE <i>a - b + c</i>
Fonds " FIPJ Direct"		0			0
Fonds "FAJ Loudéac"		25 450	18449	4191	11 192
Fonds "mutuelle jeunes"		0			0
Fonds "restauration"					0
Fonds "pharmacie"		0			0
Fonds "DDJS 22 et 56"					0
Fonds "suivi médical"		0			0
Fonds "aide à la mobilité"					0
Fonds "ANI"		0			0
Fonds " emplois avenir ETP"		0	0		0
Fonds "emploi avenir 22"					0
Fonds "Garantie jeunes"					
Fonds "AAQ" (CAQ)		1519	1519	1 445	1 445
TOTAUX	0	26 969	19 968	5 636	12 637

Suivi des subventions 2023

Comptes de Tiers	Organismes	Objet	Montant 2023	Acptes versés	Engagement non réalisés	Solde à recevoir au 31/12/2023	Reprise Fonds Dédiés	Dotation Fonds Dédiés/PCA	Reprise Produits constatés d'avance au 31/12/2022	Produits Nets au 31/12/2023	Num comptes
	DIRECCTE	CPO enveloppe régional	459 465 00	459 465 00		0 00				459 465 00	74020000
	DIRECCTE	OBLIGATION DE FORMATION	39 660 00	39 660 00		0,00				39 660 00	74020000
44100000	DIRECCTE	LES INVISIBLES							105 273 33	105 273 33	74060000
	DIRECCTE	GARANTIE JEUNES/CEJ	592 650,00	461 500 00		131 150,00	190 971 00	248 255,00		537 366,00	74020000
44100000	C DEP 56	Convention RSA	36 457 00	21 874 20		14 582 80				36 457 00	74214800
	POLE EMPLOIS	PARTENARIAT	89 571 65	89 571 65						89 571 65	74118000
44100000	C DEP 22	Insertion sociale	48 298,00	38 638 40		9 659 60				48 298 00	74122000
	Com. De communes	ECPI	145 429,00	145 429,00						145 429 00	74123600
44100000	Conseil Régional Bretagne	Accompagnement des jeunes	123 525 00	92 843 75		30 881 25				123 525 00	74211000
	Région Bretagne	Accompagnement à la qualification (AAC)	9 500 00	4 750 00	1 000 00	3 750 00	1 519 00	1 445 00		8 500 00	74211100
44100000	ARS	ARML/CONDUITE SUPERVISEE	9 046 00	5 654 00		3 392 00				9 046 00	74211200
	ARML	REMISE EN JEU		0 00							75100000
	ML LORIENT/VANNES	ACTION START APP	655 60	0 00		655 60				655 60	75100000
	DGCL	USAGE DE SIMULATEURS NUMERIQUES		0 00					10 258 00	10 258 00	75100000
	ETAT	FONDS INCLUSION	0 00	0 00						0 00	75100000
44100000	ETAT	REUSSITE APPRENTISSAGE	4 575 00	4 575 00		0 00				4 575 00	75100000
	C DEP 56	ANIMATION FAJ 56	5 011 58	5 011 58						5 011 58	74214500
	C DEP 56	FAJ 56	59 113 99	59 113 99	12 436 88					46 677 11	75150000
44100000	C DEP 22	FAJ 22 Individuel	27 761 40	22 209 12		5 552 28				30 638 08	75140000
44100000	C DEP 23	FAJ 23 Collectif	5 000 00	4 000 00		1 000 00				5 000 00	75140000
44100000	C DEP 22	ANIMATION FAJ 22	4 848 60	4 848 60						4 848 60	74214500
44120300	FSE	FONDATION DE France	0 00	0 00						0 00	75100000
44120300	FSE	BOOSTER	0 00	41 869 00						68 155 00	74214600
44120300	FSE	ASR		20 109 51						33 798 00	74214600
			1 660 567,82	1 521 022,80	13 436,88	200 623 53	192 490 00	247 700 00	115 531 33	1 812 217 95	

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

RUBRIQUES	Début exercice	Réévaluations	Acquisitions
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Logiciels	14 543		798
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales	23 457		
Installations techniques, outillages industriels			
Installations générales, agencements, divers	22 703		
Matériel de transport	14 552		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	218 292		
Emballages récupérables, divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	15		
Prêts, autres immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements versés	2 092		
TOTAL GENERAL	295 654	0	13 498

RUBRIQUES	Virements / Cessions	Fin d'exercice	Valeur d'origine
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Logiciels		15 341	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terra Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions, installations générales Installations techniques, outillages industriels Installations générales, agencements, divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables, divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	15 943	23 457 22 703 27 252 202 349	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Participations mises en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts, autres immobilisations financières Dépôts et cautionnements versés	200	15 1 892	
TOTAL GENERAL	16 143	293 009	

Etat des amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Logiciels	14 483	257		14 740
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions, installations générales Installations techniques, outillages industriels Installations générales, agencements, divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	23 235 17 127 12 220 195 288	55 1 642 1 022 7713	12 386	23 291 18 769 13 242 190 614
TOTAL GENERAL	262 353	10 689	12 386	260 656

VENTILATIONS DOTATIONS	Linéaire	Dégressif	Except	Dotations/ reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Logiciels	257			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales	55			
Installations techniques, outillages industriels				
Installations générales, agencements, divers	1 642			
Matériel de transport	1 022			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7713			
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL	10 689			

CHARGES REPARTIES S/PLUSIEURS EXERCICES	Début exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions pour risques et charges

	SOLDE AU 31/12/2023	SOLDE AU 31/12/2022
Autres provisions pour charges	70 128	29 341
Provisions pour litiges	0	0

Etat des échéances, des créances et des dettes

Tout est à moins de 1 an.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'achat.

La plus value latente n'est pas constatée en comptabilité.

Disponibilité en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

(Décret 83-1020 du 29/11/1983 – article 23)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances	387 314 €
TOTAL	387 314 €

Charges à payer

(Décret n°83-1020 du 29/11/1983 – Article 23)

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses Avances et acomptes reçus	10 680 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 155 €
Dettes fiscales et sociales	186 680 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	153 719 €
TOTAL	453 234 €

Charges et produits constatés d'avance

(Décret n°83 du 29/11/1983 – article 23)

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation Charges financières Charges exceptionnelles	1 077 €
TOTAL	1 077 €

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation Produits financiers Produits exceptionnels	248 517 €
TOTAL	248 517 €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

(Arrêté du 27 avril 1982)

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
- sur opération de gestion	2 907	77100800
- Prod. Except. Exercices antérieurs	105 976	77200000
- cessions immobilisations		77520000
- reprise provision I.F.C.		78750000
- régularisation antérieure		77880000
TOTAL	108 883	
Charges exceptionnelles		
- VNC éléments actifs cédés		67520000
- Sur exercices antérieurs		67200000
- Pénalités	901	67120000
- Dot. Amortissements exceptionnels	103	68710000
- Dot. Prov. Risques charges	40 000	68750000
TOTAL	41 004	

Rémunération de ses deux plus hauts cadres dirigeants	Montant
Total des rémunérations des cadres dirigeants	117 856 €
TOTAL	117 856 €